

POINT DE PRESSE DU 17 MARS 2009

Paul Rechsteiner, président de l'USS

Troisième train de mesures conjoncturelles : agissons au lieu de traîner les pieds !

Les pronostics conjoncturels qui se suivent sont à chaque fois plus sombres. Le Fonds monétaire international (FMI) et le Banque nationale (BNS) ont eux aussi reconnu le sérieux de la situation et partent de l'idée que, cette année, le PIB enregistrera un recul dramatique. Seuls ceux qui ne veulent pas voir ce qui crève les yeux peuvent encore prétendre que tout va s'améliorer tout seul.

Malheureusement, nous devons constater que le Conseil fédéral - et surtout le département fédéral de l'économie ici compétent - continue à éluder une analyse sans fard de la situation et les réponses qui s'imposent. La rencontre de jeudi dernier entre la conseillère fédérale responsable de ce domaine, les principales organisations de l'économie et les chef(fe)s des départements cantonaux de l'économie publique n'y a rien changé. Elle a certes permis un échange utile d'appréciations, mais, lorsque le département fédéral de l'économie propose pour l'heure tout au plus de développer les mesures relatives au marché du travail, on n'est pas en présence d'une réponse un tant soit peu à la hauteur de la tâche qui nous attend.

S'il est vrai qu'il faut mettre sur rail les mesures déterminantes pour l'évolution de la conjoncture assez tôt pour qu'elles déploient leurs effets au 1^{er} janvier 2010, alors c'est maintenant qu'il faut commencer avec les préparatifs. D'une part parce que, pour être efficace, le troisième train de mesures conjoncturelles doit être d'un volume de loin supérieur aux deux modestes trains précédents de décembre 2008 et mars 2009. Et d'autre part, parce que, les ménages publics - décisifs pour stabiliser la conjoncture - restreindront leurs budgets au lieu de les développer si des décisions contraires ne sont pas clairement prises. Tel est le mécanisme funeste d'un frein à l'endettement de conception erronée. Par le passé déjà, la Suisse a, à chaque fois, aggravé, et non atténué, la crise avec sa politique fiscale. Aujourd'hui, il s'agit de tirer en temps utile les leçons des décisions erronées d'hier.

Le troisième train de mesures conjoncturelles doit prioritairement renforcer le pouvoir d'achat. Actuellement, la conjoncture dépend pratiquement de la seule consommation interne et du pouvoir d'achat. Comme ce dernier diminuera l'année prochaine pour diverses raisons, il faut donner un coup de barre au moment opportun. Pour ce faire s'offre à nous, en premier lieu, la possibilité de prendre des mesures concernant les primes des caisses-maladie et l'assurance chômage. Il est important que ces mesures supplémentaires - limitées dans le temps - soient financées dans le cadre

du troisième train de mesures conjoncturelles, c'est-à-dire ne mettent pas encore plus à mal les comptes de l'assurance-chômage déjà grevés de lourdes charges.

Pour mettre en œuvre un programme d'investissement apte à déployer ses effets assez tôt, au début de 2010, un temps de préparation est nécessaire. Les cantons et les communes, essentiels dans ce contexte, doivent justement savoir assez tôt comment planifier pour l'an prochain. Ce qui nous interdit d'hésiter longtemps, de lanterner ou de traîner les pieds (une stratégie qui n'avait pas été la bonne stratégie avec la place financière déjà). L'enjeu pour l'économie suisse et les salarié(e)s de ce pays est trop important.

La BNS a, à la fin de la semaine passée, pris des mesures radicales, sans précédent depuis des décennies, afin de lutter contre la cherté du franc et stimuler l'activité économique. Il appartient désormais au département fédéral de l'économie et au Conseil fédéral de s'attaquer à l'élaboration des mesures rendues nécessaires par l'ampleur de la crise.

Un dernier mot encore à l'adresse des patrons : les syndicats sont favorables à un développement du chômage partiel. Ce dernier doit aussi être mis à profit pour la formation initiale et continue, des tâches pour lesquelles le temps fait défaut en période de haute conjoncture. Mais en contrepartie, nous attendons des patrons qu'ils renoncent à licencier, à savoir qu'en matière de politique des ressources humaines, les entreprises ne tombent pas dans l'erreur de choisir un horizon temporel court. Ce serait chose funeste si les salarié(e)s, qui n'ont déjà qu'insuffisamment profité de la reprise, étaient à nouveau les premières victimes de la crise durant laquelle l'économie s'est retrouvée dans le pétrin à cause de l'irresponsabilité des chasseurs de bonus du secteur financier.